

L'égalité sexuelle à l'école : dix séquences pédagogiques sans référence au « genre »

Des collectifs se mobilisent contre la mise en place des « ABCD de l'égalité » à partir de décembre

Le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, l'a martelé, lundi 30 septembre, dans *La Croix* : « Il n'est pas question d'un temps d'enseignement sur la théorie du genre, pas plus dans les programmes scolaires que dans la formation des enseignants. » Une réponse aux collectifs de parents mobilisés, au nom du rejet de la « théorie du genre », contre les « ABCD » de l'égalité. Ce dispositif pédagogique de lutte contre les inégalités entre filles et garçons, dont le volet Internet est consultable à partir de mardi 1^{er} octobre, doit être mis en place en décembre dans un peu plus de 600 classes de 275 écoles primaires.

« Parents ! Attention ! L'école va inciter votre enfant dès 6 ans à choisir sa future orientation sexuelle : masculin, féminin, neutre, autre... » Le message a circulé, depuis la rentrée, sur Internet et les réseaux sociaux. A Pau, les tracts ont été distribués devant pratiquement toutes les écoles.

A l'initiative de cette alerte, le « Collectif des parents d'élèves du 64 » – une vingtaine de membres actifs –, opposé à ce que les « ABCD » de l'égalité soient expérimentés dans l'académie de Bordeaux, qui s'est portée volontaire, avec neuf autres (Clermont-Ferrand, Créteil, Corse, Guadeloupe, Lyon, Montpellier, Nancy-Metz, Rouen et Toulouse), avant une possible généralisation à la rentrée 2014.

Au fondement du programme, un constat : les pratiques ordinaires des enseignants reproduisent souvent les inégalités entre les sexes, sans que professeurs, élèves ou parents en soient toujours conscients. Le diagnostic est ancien : l'égalité entre les femmes et les hommes a été inscrite dans la loi d'orientation de 1989, et associée au principe de mixité dans celle de 2005. Pourtant, filles et garçons continuent de voir peser sur leur réussite scolaire des préjugés profondément ancrés.

Censé y remédier, le programme « ABCD » de l'égalité se déclinera en dix séquences pédagogiques adaptables de la grande section de maternelle au CM2, avec un prolongement sur Internet (ressources, conférences, interviews...). Des séquences interdisciplinaires censées ne rien ajouter – ni en termes de contenu ni en termes d'horaires –, aux enseignements en vigueur, mais être intégrées dans les disciplines de manière transversale. Il ne



s'agit donc pas d'ateliers ou de cours supplémentaires, mais plutôt d'un cadrage des pratiques – et des ressources – qui faisait défaut sur le terrain jusqu'à présent.

Dans ces séquences, aucune mention n'est faite au « genre ». C'est que le mot fâche. Depuis le 3 septembre, des parents se sont rassemblés en « comités de vigilance » et autres collectifs. Constitués le plus souvent à l'appel de la Manif pour tous ou de l'Observatoire de la

« Ce que nous réfutons, c'est que l'école remette en cause l'idée de complémentarité entre les sexes »

Sylvia Larrousse
mère de trois enfants

théorie du genre (affilié au syndicat étudiant de droite UNI), ils entendent veiller à ce que la prétendue « théorie du genre » ne passe pas les portes de l'école. « Ce que nous réfutons, c'est que l'école fasse de l'idéologie, en promouvant une indifférenciation sexuelle, en remettant en cause l'idée de complémentarité entre les sexes », témoigne Sylvia Larrousse, juriste et mère de trois enfants. Dans les deux semaines qui ont suivi la rentrée, son collectif

a écoulé près de 4 000 tracts à Pau.

Eric Le Roux, cadre bancaire mobilisé à Versailles, père de trois garçons, estime lui aussi qu'une « offensive de certains lobbies se joue en direction de l'école, dès les plus petites classes ». « Je doute qu'on lutte contre les inégalités en enlevant aux enfants leurs repères de petits garçons ou de petites filles », affirme ce père, qui « continue de penser que l'éducation sentimentale ou à la sexualité, quel que soit le nom qu'on lui donne, doit rester du ressort de la famille ».

La polémique, ravivée par six mois de débats sur le mariage pour tous, n'est pas tout à fait nouvelle : elle remonte à l'introduction en 2011 du chapitre « devenir homme ou femme » dans les programmes de biologie de 1^{re}. Et en cette rentrée, les « ABCD » de l'égalité ne sont pas seuls en cause. Dans la ligne de mire de ces parents, des ouvrages de littérature jeunesse, des ateliers liés à la réforme des rythmes scolaires (qui disent « casser les clichés »), des associations invitées à intervenir lors des trois séances annuelles d'éducation à la sexualité en collège et lycée...

Du côté de la FCPE, principale fédération de parents, on ne veut pas surestimer la mobilisation. « Ces comités autoproclamés ne représentent pas grand-chose de plus qu'eux-mêmes », souligne Paul Raoult, son nouveau président. Je

n'ai pas le sentiment qu'ils aient des relais sur tout le territoire, même s'il est vrai qu'ils savent faire du lobbying et parler haut. »

Son de cloche très différent du côté de l'UNI, qui revendique 1 300 parents « référents » sur ce dossier dans toutes les académies... dont entre 15 % et 20 % d'enseignants et de chefs d'établissement. Une donnée invérifiable, mais qui ne surprend guère Natacha Taurisson, enseignante en lycée professionnel et coordinatrice du Collectif éducation contre les LGBT-phobies en milieu scolaire. « Ces questions traversent la société et la divisent, au-delà des clivages politiques, qu'on soit croyant ou pas. Rien d'étonnant à ce qu'elles traversent aussi l'école. »

Le SNUipp-FSU, syndicat majoritaire parmi les professeurs des écoles, ne le nie pas. « Évidemment que l'école peut, ici ou là, être instrumentalisée pour continuer la bataille contre l'égalité des droits, reconnaît Sébastien Sihra, son secrétaire général. Mais c'est son rôle de lutter contre toutes les formes de discriminations, et cela passe par une formation des enseignants aux questions vives, celles sous le feu de l'actualité face auxquelles ils se sentent encore moins armés. » Un besoin d'accompagnement qui, avec les « ABCD » de l'égalité, connaît un début de réponse. ■

MATTEA BATTAGLIA

« Il est trop petit pour avoir une cuisine et c'est pas une fille »

QUAND Isabelle Cabat-Houssais agite une clochette, ses vingt-trois élèves font silence. C'est l'heure de la séquence de lecture commentée pour les CE1 de l'école de la rue de Lancry (Paris 10^e). Sur l'estrade, une enseignante trentenaire dont la bibliothèque regorge d'albums colorés aux titres un peu loufoques : *L'Histoire vraie des bonobos à lunettes*, *Mademoiselle Zazie a-t-elle un zizi ?*, *Menu fille ou Menu garçon...* Face à elle, des enfants de 7 ans, penchés sur un texte de vingt-cinq lignes titré : « *Je veux une quiziine !* » L'histoire de Baptiste qui, pour ses 3 ans, voudrait une cuisine et pas une « *grosse moto* », comme le lui suggère sa maman.

Après avoir laissé les écoliers déchiffrer l'extrait, Isabelle Cabat-Houssais va se limiter, durant une heure, à poser les questions. « *Quel cadeau Baptiste souhaite-t-il pour son anniversaire ?* » ; « *Pourquoi sa mère lui propose-t-elle autre chose ?* » ; « *Est-ce que son choix vous étonne ?* » Zineddine, petit brun à lunettes, s'agite sur sa chaise, puis se lance : « *Il est trop petit pour avoir une cuisine... et c'est pas une fille.* » Ninon approuve : « *Une cuis-*

ne, c'est pas trop un truc de garçon. » Mattia nuance : « *Moi, j'ai une cuisine, je joue avec et je suis un garçon.* » Ninon lève de nouveau le doigt : « *On dit qu'il y a des garçons manqués. Est-ce qu'il y a des filles manquées ?* » Samuel rétorque : « *C'est chacun ses goûts.* » Murmures d'approbation.

Leur enseignante n'a pas attendu la mise en place du programme « ABCD de l'égalité » – expérimenté dans dix académies dès décembre – pour réfléchir au poids des clichés filles-garçons. « *Ce qu'il y a de formidable avec les enfants, c'est qu'ils ne sont pas essentialistes, analyse-t-elle. Autrement dit, ils n'ont pas recours à la nature, au biologique, pour justifier les inégalités. Du coup, ils arrivent à déconstruire d'eux-mêmes les stéréotypes.* »

C'est à l'IUFM, il y a dix ans, que la jeune femme a commencé à s'interroger sur les attributs et les rôles sociaux attribués aux filles et aux garçons dès leur plus jeune âge. Elle se rapproche alors du mouvement féministe et anti-sexiste Mix-Cité ; découvre les travaux des chercheuses Marie Duru-Bellat, Nicole Mosconi, Françoise Vouillot... « *C'est à elles que je dois*

ma sensibilité, mon intérêt pour ces questions, plus qu'à ma formation. »

Ces lacunes dans la formation des enseignants, le rapport des inspections générales consacré à l'égalité à l'école, divulgué en juillet, les a rappelées. Au fil des pages, les inspecteurs ont mis en lumière la difficulté des professeurs à intégrer la lutte contre les inégalités au cœur de leurs pratiques, alors même que les textes réglementaires se succèdent depuis trente ans.

Rire étouffé

À l'appui de leur constat, une kyrielle de chiffres qui montrent que si les filles réussissent mieux que les garçons (+ 5,8 % au brevet, + 3,6 % au baccalauréat), elles n'ont pas les mêmes parcours scolaires. Filles comme garçons continuant à se conformer à ce qui est perçu comme « leurs » domaines de compétence. « *Quand ils se jugent très bons en mathématiques, huit garçons sur dix vont en filière S, mais seulement six filles sur dix* », rappellent les inspecteurs.

Isabelle Cabat-Houssais n'ignore pas ce qui se joue parfois incons-

ciemment en classe. Elle a choisi de s'adresser systématiquement « *à toutes et à tous* », féminise les noms de métier, est attentive à la répartition du temps de parole, à la manière dont filles et garçons occupent l'espace. « *On peut lutter contre les stéréotypes de sexe sans pour autant sortir systématiquement la banderole "cours sur le sexisme"* », dit-elle.

Retour en classe, où la discussion a glissé des jouets aux couleurs, des vêtements aux rôles sociaux. Chaque élève y va de sa confiance. Sébastien : « *On peut être un garçon et jouer à la corde à sauter, non ?* » Amaury : « *Moi j'adore les fleurs, les roses...* » Charlène : « *A la maison, c'est mon père qui cuisine, et c'est bon...* » A chaque rire étouffé, l'enseignante reprend le questionnement : « *Pourquoi ris-tu ?* » « *Vous êtes d'accord ?* »...

Subversive, cette pédagogie anti-clichés ? Isabelle Cabat-Houssais ne se l'est encore jamais vu reprocher... « *Une seule fois, lors d'un colloque, quelqu'un m'a reproché de faire du prosélytisme, alors que je me contente d'appliquer les textes.* » ■

M. BA.